

## Une décision stupide et irresponsable

Après le rejet du Protocole de Kyoto par le président américain

*Le Figaro*, 4 avril 2001

Après trois mois de tergiversations et de déclarations contradictoires, l'administration Bush a fait son choix : les États-Unis s'opposent au Protocole de Kyoto sur le changement climatique sans proposer aucune piste pour relancer les négociations internationales sur d'autres bases. Quoique prévisible, cet alignement de l'administration Bush sur les thèses du lobby pétrolier - qui avait largement financé sa campagne - n'en est pas moins irresponsable, stupide et méprisable. Irrresponsable parce que venant quelques semaines après les derniers rapports scientifiques de l'ONU, qui plaident plus que jamais pour des mesures vigoureuses de réduction des émissions. Stupide parce que le Protocole de Kyoto, plus qu'avant lui aucun accord international dans aucun domaine, fait la part belle aux "mécanismes de marché", à la demande des Américains eux-mêmes. Méprisable enfin par les raisons invoquées par Bush, dont on ne sait trop si elles relèvent de l'ignorance crasse ou la mauvaise foi.

Ainsi, Kyoto freinerait l'essor des nouvelles technologies, car "les équipements nécessaires à Internet absorbent 8 % de l'électricité consommée aux États-Unis", prétend-il. En fait, la principale étude sur la question, celle du laboratoire américain Lawrence Berkeley, n'aboutit qu'au chiffre de 2 %, contre une part très supérieure du PIB de ce pays.

"Chacune des trois récessions connues par les États-Unis dans l'époque récente fut liée à un choc énergétique", ajoute Bush. Sans entrer dans ce débat - les récessions américaines montrent surtout une bonne corrélation avec... l'élection de Présidents républicains - l'effet macroéconomique d'une hausse du prix mondial de l'énergie n'a rien de commun avec celui de pollutaxes ou d'autres mesures de réduction des émissions. La première revient à transférer des devises vers les pays producteurs, déprimant la consommation, alors que les secondes entraînent simplement une modification des activités des pays qui les mettent en œuvre ; d'où certes moins d'emplois dans le secteur des énergies fossiles, mais davantage dans les économies d'énergie ou les renouvelables.

Enfin le principal péché du Protocole, selon W, serait d'exempter d'effort "80 % de la population du monde, dont la Chine et l'Inde". Passons sur le manque de pudeur de l'argument et regardons les chiffres (ceux du ministère américain de l'énergie<sup>1</sup>) ; les 20 % de la population mondiale dont l'accord de Kyoto limite les émissions - les pays développés, y compris l'ancien bloc soviétique - ont émis 56 % du CO<sub>2</sub> en 1999. De plus, la part des pays en développement dans les émissions mondiales a *diminué* (certes très légèrement) depuis 1995. Les émissions de dioxyde de carbone de la seule Chine - le principal émetteur du monde en développement - ont baissé de 17 % entre 1997 et 1999, sous l'effet de mesures de lutte contre la pollution atmosphérique. Dans le même temps, ces émissions augmentaient encore aux États-Unis, alors que, par habitant, elles y sont dix fois plus importantes qu'en Chine, vingt fois plus qu'en Inde, trois fois plus qu'en France.

Rétrospectivement, la décision de Bush montre que les ministres de l'Environnement Européens ont sans doute eu raison de ne pas accepter le piètre compromis que leur proposait l'administration Clinton à La Haye, en novembre dernier. Même cet arrangement n'aurait pas satisfait les Républicains, qui exigent des engagements pour les pays en développement. De tels engagements sont prématurés tant que les pays développés n'ont pas commencé à réduire

---

<sup>1</sup> <http://www.eia.doe.gov/emeu/iea/tableh1.html>

leurs propres émissions ; ils sont inacceptables pour la Chine et l'Inde, et l'administration Bush le sait pertinemment. D'ailleurs, les accords internationaux sur l'environnement efficaces, comme le Protocole de Montréal sur la couche d'ozone, ont d'abord fait porter l'effort sur les pays développés, avant de généraliser les obligations.

Pour autant, le Protocole de Kyoto n'est pas encore enterré ; il entrera en vigueur s'il est ratifié par l'Europe, le Japon et les ex-pays de l'Est. Ces derniers ont un intérêt financier et industriel à la mise en œuvre du Protocole, qui incitera les Occidentaux à financer la rationalisation de leur secteur énergétique. Le Japon a réagi très durement aux propos de Bush et appelle toujours à la ratification du traité conclu sur son sol. Il est donc aujourd'hui du devoir de l'Europe de prendre clairement le *leadership*, de lancer unilatéralement un programme de réduction de ses émissions et d'appeler le Japon, les ex-pays de l'Est et les pays en développement à soutenir la mise en œuvre du Protocole de Kyoto, sans les États-Unis. En attendant qu'un jour, les élites de ce pays, inquiètes de voir le développement des technologies économes en CO<sub>2</sub> leur échapper, sortent de leur arrogant isolement.

Philippe Quirion, responsable "climat" des Amis de la Terre France

Antoine Bonduelle, membre du Réseau Action Climat